

AVASCOPE

N° 25 - JUIN 1998

EURO- PARTICIPATION

La signature de l' EURO le 3 mai 1998, 4 jours avant la "1ère rencontre européenne des Actionnaires Salariés" que nous avons organisée à Bruxelles, appelle de la part des actionnaires salariés allemands, belges, britanniques, espagnols, français, hollandais, italiens, une prise de conscience de leur rôle et de leur avenir.

ANALYSONS AVEC VOUS DEUX FAITS MAJEURS

1 - La perte de contrôle du capital de nos entreprises françaises et européennes, à l'occasion de privatisations conduites parfois un peu trop hâtivement. En effet les noyaux durs ont éclaté. Les "Pension Funds" et les "Mutuals Funds" anglo-saxons, et plus récemment asiatiques, ont pris leur place. La majorité du capital de nos plus belles entreprises est passée, ou passe progressivement sous contrôle étranger. Cette constatation réveille des réactions nationalistes, qu'il faut interpréter avec beaucoup de prudence et du recul (cf. la déclaration du Président de l'ANSA). Mais cette évolution comporte aussi des aspects positifs.

C'est pourquoi nous avons choisi d'adhérer à l'International Corporate Governance Network (ICGN). Cet organisme est un réseau international réunissant les institutionnels (fonds de pension et autres), principalement anglo-saxons, décidés à faire appliquer les règles du Gouvernement d'Entreprise : transparence et sincérité des comptes, responsabilité des administrateurs, renforcement du rôle des actionnaires.

2 - La perte, par les Etats, d'une partie de leur souveraineté, consentie au profit de la Commission Européenne, dans le souci de remplir les critères de convergence, d'être sélectionnés pour faire partie des Nations fondatrices de l'EURO, et pour jouer avec les autres Etats européens à égalité de chances.

C'est pourquoi nous avons créé la Fédération Européenne des Actionnaires Salariés (FEAS) afin d'agir auprès de Bruxelles, nouveau centre de décision, pour parvenir à officialiser le statut, le rôle et les moyens d'action de nos associations d'actionnaires salariés.

D'OU UNE PRISE DE CONSCIENCE A 2 NIVEAUX

1 - La nécessité de créer des synergies entre entreprises européennes, dont les actionnaires salariés sont le plus souvent le 1er actionnaire privé, afin d'accroître leur compétitivité et leur indépendance, dans ce nouveau contexte issu de la mondialisation. Une mondialisation qui banalise les rapports économiques et financiers, mais qui favorise aussi les prises de contrôle stratégique par des centres de décision lointains et anonymes. L'"horreur économique", c'est qu'au nom de la création de valeur pour l'actionnaire, on détruit des emplois.

La création de fonds de pension au sein de l'EURO pourrait être une réponse parmi d'autres. Il est prématuré de dévoiler ce que nous allons entreprendre auprès des Institutions Européennes. Mais vous en serez avertis en temps utile.

2 - L'obligation d'engager une énergique politique européenne de l'investissement, créatrice d'emplois qualifiés dans les filières préparant l'avenir, à partir des trésoreries abondantes de nos entreprises. D'ailleurs ces entreprises ont achevé leur restructuration, leur recentrage, et réduit leur endettement, ou sont en bonne voie d'y parvenir. Elles peuvent recruter sur le marché européen une main d'oeuvre abondante, jeune et bien formée.

Mais il faut parvenir à changer les modes de raisonnement, les habitudes de management puisées aux USA, qui imposent la prééminence du facteur financier sur le facteur humain. Alors même qu'aux USA cette théorie est déjà dépassée.

D'où notre appréciation : Nous devons nous opposer au rachat par les entreprises de leurs propres actions. Les moyens financiers qui ont été gagnés au prix de dures restructurations, de réductions d'effectifs, de sous-traitances banalisées, etc... doivent servir en priorité à augmenter et améliorer l'appareil de production, à prendre des positions dans le monde, à faire de la recherche-développement, et à former les hommes.

QUE DEVONS-NOUS FAIRE ?

Il nous appartient, actionnaires salariés copropriétaires de nos entreprises, de nous mobiliser pour "inverser la vapeur", impulser cette dynamique, et rester vigilants quant à son application.

Notre action se situe au niveau des Institutions Européennes comme au niveau de chaque entreprise, dans les Etats adhérant à l'EURO. **Car nous devons en commun avec syndicats et organisations patronales, préparer la réussite de l'EURO, mais aussi de l'Europe sociale, celle qui passe par l'adhésion des hommes, la création d'emplois, et le développement de la Participation.**

Les actionnaires salariés européens représentent une force économique, qui pèse déjà 200 milliards de F de capitalisation boursière, et qu'il nous faut développer. C'est pourquoi nous demandons à la Commission Européenne, de créer un **Observatoire Européen de la Participation**, chargé de veiller au développement simultané de la participation financière et de la participation aux décisions dans les pays membres de l'Union Européenne, et d'officialiser le statut, le rôle et les moyens des associations d'actionnaires salariés.

Jean-Aymon Massie

Président de la FEAS, Président d'AVAS